



Pour : Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation
Contribution à : Appel à contributions : La violence et droit à l'alimentation

CONTRIBUTION DE FIAN BELGIUM – NOVEMBRE 2022

Au vu du retard de réception de cet appel à contribution, et aux quelques jours restant pour vous faire parvenir notre contribution, il a été décidé de vous la partager tout de même mais dans un format bref et résumé.

Voici les aspects que nous avons documenté et analysé dans le cadre de notre mission comme organisation de défense du droit à l'alimentation, ces dernières années.

>>> Dans le cadre de l'appui apporté par FIAN Belgium aux communautés locales dont le droit à l'alimentation est menacé ou violé, à cause d'un acteur ou une politique belge, nous observons de manière systématique, les situation suivantes :

1. **Violences physiques de la part de gardes industriels** : le cas illustrant le mieux ce type de violence est celui vécu par les communautés affectées par l'entreprise **Feronia en République Démocratique du Congo** :

De multiples rapports documentent l'usage de la violence et de la force par les gardes industriels de Feronia/PHC à l'encontre de villageois. Ces actions ont mené ces dernières années à plusieurs morts, des dizaines de blessés et de multiples arrestations.

Voir notamment :

- a. Pour le contexte du cas :
 - RIAO, FIAN Belgium and al, Les acquisitions de terres à grande échelle en Afrique: Impacts, conflits et violations de droits humains Le cas de Feronia en RDC, Décembre 2021, https://www.fian.be/IMG/pdf/fr-land_briefing-feronia.pdf?lang=fr / en anglais : https://www.fian.be/IMG/pdf/en-land_briefing-feronia.pdf?lang=fr
- b. Pour les violences spécifiques :
 - RIAO, and al, Rapport d'une coalition d'ONG Rapport, Financement du développement sous forme d'agro-colonialisme: Le financement des plantations d'huile de palme de Feronia-PHC en République démocratique du Congo par les banques européennes de développement, janvier 2021, <https://www.fian.be/Rapport-Financement-du-developpement-sous-forme-d-agro-colonialisme?lang=fr> / en anglais : <https://www.farmlandgrab.org/post/view/30066-development>

Extrait p. 19 : [...] « Les comptes rendus des communautés font état d'une augmentation des tensions, des violences, de l'intimidation et du harcèlement depuis que les neuf communautés ont déposé leur plainte auprès du mécanisme de traitement des plaintes de la DEG en novembre 2018. Voici quelques-uns des incidents signalés :

Le 16 mars 2019, les forces militaires congolaises auraient tiré à balles réelles contre des manifestants des villages de Bolombo et de Wamba dans la municipalité de Mwingi, province de Tshopo. Les deux villages sont entourés de plantations de palmiers à huile sur la concession de Lokutu de Feronia-PHC. Depuis le début de l'année, les communautés de cette partie de la concession protestent contre les salaires non payés ou sous-payés des travailleurs des plantations et exigent que la société leur rende leurs terres » [...] .

Extrait p. 21 : [...] « La violence et le harcèlement concernant les agents de sécurité de la plantation et la police sur les plantations de Feronia-PHC sont d'une ampleur choquante. Cet exemple est cependant loin d'être une exception dans les plantations industrielles. De la Sierra Leone au Cameroun, les chefs communautaires rapportent régulièrement des incidents de violence commis contre les communautés dans les plantations industrielles et aux alentours ». [...]

- c. ainsi que les récents événements : Suite à la documentation par RIAO des derniers événements violents dans les plantations, un courrier a été envoyé à PHC et aux banques européennes de développement ainsi qu'au ministères des affaires étrangères respectifs (dont la Belgique) :
 - RIAO, Palm oil company, police and military conduct massive, violent rampage against villagers in the DR Congo, 10 November 2022, <https://www.farmlandgrab.org/post/view/31235-palm-oil-company-police-and-military-conduct-massive-violent-rampage-against-villagers-in-the-dr-congo>
 - *Confidentiel (pour le moment)*: Courrier envoyé par FIAN Belgium, CNCD-11.11.11, Entraide et Fraternité : en annexe : Subject: Call for immediate action to stop repression and human rights violations faced by local communities at the PHC plantations in the DR Congo, 24th November, Brussels

2. **Violences physiques de la part des forces de l'ordre publiques** dans des cas d'accaparements de terres et conflits confiers : le cas illustrant le mieux ce type de violence est celui vécu par les communautés affectées par **l'entreprise SOCFIN en Sierra Leone**.

De multiples rapports documentent l'usage de la violence et de l'armée ou de la police dans le chefdom de Malen en Sierra Leone, suite à l'arrivée de la multinationale SOCFIN impliquée dans l'accaparement de 18.000 ha de terres destinées à la monoculture de palmiers à huile.

Voir notamment :

- a. Pour le contexte du cas :
 - FIAN Belgium, « Rapport de cas 2019 – Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone », février 2019, disponible sur : https://www.fian.be/IMG/pdf/malen_case_report_fr_web.pdf / en anglais : <https://www.fian.be/Land-Grabbing-for-Palm-Oil-in-Sierra-Leone?lang=fr>
- b. Pour les violences spécifiques :
 - FIAN Belgium, « Rapport de cas 2019 – Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone », février 2019, disponible sur : https://www.fian.be/IMG/pdf/malen_case_report_fr_web.pdf / en anglais : <https://www.fian.be/Land-Grabbing-for-Palm-Oil-in-Sierra-Leone?lang=fr>

Extrait, p. 28 : [...] « Le conflit de Malen s'est récemment intensifié, atteignant de nouveaux pics à la suite d'incidents violents survenus entre le 16 et le 25 janvier 2019, faisant deux morts et provoquant d'autres agressions et arrestations arbitraires de membres de MALOA. Ces événements sont dénoncés par la société civile nationale et internationale. Une mission est organisée par 15 organisations de défense des droits humains pour aller enquêter plus en détail sur la situation à Malen pendant trois jours.

Voir aussi le rapport de la mission sus-mentionnée :

https://www.fian.be/IMG/pdf/report_on_malen_incident_final_version.pdf

Veillez trouver aussi en annexe, le dossier envoyé en urgence aux Nations Unies en janvier 2019.

>>> Dans le cadre de notre travail en Belgique pour promouvoir l'accès à une alimentation adéquate : l'absence de mesures publiques pour éviter que les personnes les plus vulnérables ne tombent dans la pauvreté et doivent donc se tourner vers les banques alimentaires, peut être assimilée à de la violence :

Veillez notamment vous référer à notre dernier rapport parallèle dans le cadre de UPR :

Extrait, p. 3 : [...] « 1.2.2. Malnutrition et obésité

Comme de nombreux autres pays, l'épidémie d'obésité touche de plein fouet la Belgique. Selon la dernière enquête nationale sur la santé (2018), le surpoids est passé de 41,3 % de la population en 1997 à 49,3 % en 2018, tandis que l'obésité atteignait 15,9 % en 2018 (contre 10,8 % en 1997) ii . Aujourd'hui près d'un belge sur deux est donc trop gros.

Les régimes alimentaires déséquilibrés impactent non seulement le droit à une alimentation adéquate mais également le droit à la santé. En effet, le surpoids et l'obésité constituent des facteurs de risque majeurs pour un certain nombre de maladies chroniques, parmi lesquelles le diabète, les maladies cardio-vasculaires et le cancer. Les maladies cardio-vasculaires représentent la première cause de décès en Belgique (27,1%) devant les cancers (25,8%) iii . La pandémie de Covid-19 a également révélé que la malnutrition et l'obésité étaient un des principaux facteurs de comorbidité liés aux formes graves d'infection au virus ». [...]

Et à notre récente étude : FIAN Belgium, Droit à une alimentation de qualité et Systèmes alimentaires : Pourquoi il est si difficile de bien manger en Belgique, et ce qu'on peut y faire, juin 2022, <https://www.fian.be/Nouvelle-etude-Droit-a-une-alimentation-de-qualite-et-Systemes-alimentaires?lang=fr>